

Service des risques naturels et technologiques  
Division des Risques Chroniques  
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326  
44 263 NANTES cedex 2

Nantes, le 20/12/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MESSER FRANCE**

21 route du Plessis Bouchet  
44800 Saint-Herblain

Références : 2024-0913  
Code AIOT : 0006301701

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement MESSER FRANCE implanté 21 route du Plessis Bouchet 44800 Saint-Herblain. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MESSER FRANCE
- 21 route du Plessis Bouchet 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006301701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société MESSER France est autorisée à exploiter une unité de séparation des gaz de l'air, une installation de fabrication d'acétylène, ainsi que des installations de conditionnement des gaz de l'air (oxygène, azote et argon) et d'acétylène.

La fabrication d'acétylène relève de la rubrique 3410 "fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que hydrocarbures simples". Le BREF principal associé est le BREF WGC (systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique). Suite à la publication de la décision d'exécution du 6 décembre 2022 établissant les meilleures techniques disponibles pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de réexamen. La visite d'inspection s'inscrit donc dans ce contexte de mise à jour des meilleures techniques disponibles.

Les installations visitées :

- Stockage de carbure de calcium
- Bassins de lait de chaux
- Unité de fabrication de l'acétylène
- Unité de conditionnement des bouteilles d'acétylène
- Armoires de stockage des produits dangereux
- Cuve de stockage d'acétone
- Atelier de peinture - manipulation du diméthylformamide
- Stockage des biocides

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité par l'administration de l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rapport de base	Code de l'environnement du 07/11/2024, article L515-30	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	Demande d'action corrective	2 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles - rétentions	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Capacité des rétentions associées aux produits	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Zone de manipulation de substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Disponibilité des moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	BREF WGC - dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 07/11/2024, article R 515-71	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Conformément à l'article L.515-30 du Code de l'environnement et au vu des substances dangereuses manipulées sur le site, l'exploitant a l'obligation de transmettre un rapport de base qui à ce jour n'est pas réalisé. Par ailleurs, l'exploitant doit mettre en place une surveillance des eaux souterraines à l'appui d'une étude hydrogéologique préalable qui devrait déjà être réalisée.

Concernant le stockage et la manipulation de produits dangereux, des actions correctives sont à engager sur le site afin d'éviter toute pollution des sols et des eaux souterraines.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : BREF WGC - dossier de réexamen IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 7/11/2024, article R 515-71
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier de réexamen
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.
<b>Constats :</b>  Le site est classé au titre de la rubrique 3410-a " Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques) ". Par courrier du 22 janvier 2014, l'exploitant s'est positionné sur le BREF LVOC "chimie organique en grands volumes". En 2018, il a demandé à changer de BREF principal pour se positionner sur le BREF WGC " systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduaux dans le secteur chimique" en considérant que sa capacité de production ne rentrait pas dans le champ d'application du BREF LVOC. Ce nouveau positionnement a été acté par l'inspection par arrêté préfectoral complémentaire du 2 avril 2019.  Les conclusions du BREF WGC étant parues le 12 décembre 2022, l'exploitant disposait d'un délai d'un an pour remettre son dossier. L'inspection a constaté que le dossier de réexamen a bien été transmis à l'inspection des installations classées (le 21 juin 2024).  Le dossier de réexamen fera l'objet d'une instruction indépendante de la visite d'inspection. Toutefois, l'inspection souhaite déjà attirer l'attention de l'exploitant sur plusieurs insuffisances du dossier:

### **Description du process**

Aucun plan descriptif du process de fabrication de l'acétylène n'est joint au dossier.

### **Positionnement / BREF applicables**

Le dossier de réexamen identifie p. 51/93 les BREF suivants susceptibles de concerner son activité : BREF WGC, BREF ICS "Systèmes de refroidissement industriel ", BREF EFS " émissions dues au stockage de matières dangereuses en vrac" BREF ENE "Efficacité énergétique". Il n'est pas fait référence aux BREFs CWW "Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique" (conclusions parues en 2016).

Dans la comparaison aux MTD du BREF EFS « transfert et manipulation de liquides », il est indiqué qu'aucun stockage de liquide n'est réalisé sur le site alors que le dossier dresse p.28/93 un inventaire de substances dangereuses liquides présentes sur le site (soude, acide sulfurique, acide chlorhydrique, acétone...).

### **Positionnement/ aux MTD du BREF WGC**

D'après le dossier, seul la MTD1 "système de management environnemental" est applicable au site ce qui n'est pas justifié.

La MTD2 « *Afin de faciliter la réduction des émissions atmosphériques, la MTD consiste à établir, à tenir à jour et à réviser régulièrement (notamment lorsqu'un changement notable se produit), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses, dans le cadre du système de management environnemental* » s'applique également. Cet inventaire est indispensable et devrait déjà en partie exister sur le site.

Les installations de fabrication d'acétylène sont nécessairement à l'origine d'émissions diffuses (purges des bouteilles lors du conditionnement, émissions fugitives au niveau de l'installation de fabrication de l'acétylène...). Pour rappel, les émissions diffuses sont les émissions atmosphériques non canalisées qui englobent les émissions fugitives et non fugitives.

Il est à souligner que l'arrêté ministériel du 04/11/24 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation a été publié le 19 novembre 2024. Il reprend l'ensemble des meilleures techniques applicables du secteur de la chimie et notamment l'inventaire des émissions.

L'inspection des installations classées reviendra vers l'exploitant lorsqu'elle aura instruit le dossier de réexamen.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## **N° 2 : Rapport de base**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 7/11/2024, article L.515-30

**Thème(s) :** Risques chroniques, rapport de base

### **Prescription contrôlée :**

L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.

### **Constats :**

<p>D'après la liste des substances présentes dans le dossier de réexamen, l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant est redevable d'un rapport de base contenant les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines à la date de l'élaboration du rapport de base avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêté définitif de l'installation.</p> <p>L'inspection a constaté que le rapport de base n'avait pas été transmis conjointement au dossier de réexamen. Suite à la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande daté du 13 novembre 2024 pour la réalisation du rapport de base par le bureau Veritas.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de base dès qu'il sera rédigé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la qualité des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 65 - Surveillance des eaux souterraines hors contexte de pollution.</u></p> <p>I.-Sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement), l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une des rubriques suivantes [...] 3410</p> <p>1° Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place.</p> <p>2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :</p> <p>-le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés [...]</p> <p>Les dispositions de l'article 65 sont applicables, dans leur rédaction issue de l'arrêté du 28 février 2022, à compter du <b>1er juillet 2023</b>.</p>

**Constats :**

L'exploitant n'a pas réalisé d'étude hydrogéologique et aucune surveillance des eaux souterraines n'est en place sur le site ce qui constitue une non-conformité.

Lors de la visite, l'exploitant a fait part des difficultés d'implantation des piézomètres qu'il risque de rencontrer du fait de la présence d'une ancienne décharge de déchets sous une partie du site (partie Sud).

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le rapport de base, demandé dans le constat précédent, doit dresser un état des lieux des activités anciennes et futures et que cette décharge si elle est connue doit être mentionnée dans le volet étude historique du rapport.

L'inspection des installations précise que l'objectif principal de l'étude hydrogéologique préalable est **d'établir un plan de surveillance des eaux souterraines** permettant notamment de déterminer le nombre de piézomètres à mettre en place, leur localisation, la profondeur des crépines, les paramètres et substances à rechercher, les protocoles de mesures et de prélèvements mettre en œuvre, la fréquence des prélèvements.

La description du contexte naturel dans l'étude hydrogéologique est importante pour déterminer la ou les nappes à surveiller et identifier dans quelle direction et à quelle vitesse, les polluants sont susceptibles de migrer.

Par ailleurs, l'étude hydrogéologique doit décrire le contexte anthropique pour déterminer notamment les secteurs où des piézomètres sont nécessaires et les substances qui feront partie du programme de surveillance. Les objectifs de cette étape sont de recenser les activités pouvant être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines et les polluants associés, identifier les pratiques de gestion environnementale du site (gestion des déchets, eaux usées, ...) pouvant être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines, localiser les zones (potentiellement) polluées ou susceptibles de l'être au droit du site.

L'étude doit également évaluer le comportement des polluants, identifier les usages qui peuvent conduire à une exposition de la population à la pollution des eaux souterraines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de fournir l'étude hydrogéologique préalable permettant de justifier le réseau de surveillance des eaux souterraines à mettre en place sur le site.

Observation : L'exploitant pourra préciser dans sa réponse les informations dont il dispose concernant l'emplacement, la profondeur et la nature de l'ancienne décharge de déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles - rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etat des rétentions

**Prescription contrôlée :**

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des produits. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui

doit être maintenu fermé. L'étanchéité des divers moyens de rétention présents sur le site doit pouvoir être contrôlé à tout moment.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté que :

- la rétention de la cuve extérieure d'acétone est en mauvais état et ne paraît plus parfaitement étanche (présence de fissures). Le dispositif d'obturation ne fonctionne plus.
- le stockage des substances dangereuses (soude, acide, huile) est effectué dans deux armoires situées à l'extérieur disposant d'une rétention propre qui n'est pas régulièrement nettoyée au vu de son état le jour de la visite.
- les tours de purification/neutralisation de l'acétylène où est injecté respectivement de la soude et de l'acide sont disposées dans des rétentions séparées à l'intérieur de l'atelier de fabrication d'acétylène. Les rétentions sont encombrées et sales et il n'est pas possible de vérifier leur étanchéité visuellement.
- les canalisations d'arrivée de soude et d'acide situées à l'arrière des tours sont vieillissantes et ne sont pas bien arrimées. La signalisation de ces canalisations (acide/base) n'est pas claire. Au vu de l'état des canalisations, le risque de fuite et de mélange acide/base est susceptible de se produire. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il prévoit de remplacer ces canalisations à court terme.
- le stockage de diméthylformamide (substance à mention de danger H312, H332 H360 D) est effectué à l'extérieur sur une palette bois posée sur un bac de rétention. Le jour de la visite un bidon (étiquetage "102 467 cool ethyl 96 deature ") était stocké sur la palette bois en dehors de la rétention.
- l'état des rétentions des stockages de substances dangereuses ne fait pas l'objet d'une vérification et d'un entretien régulier permettant de s'assurer de leur étanchéité.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- nettoyer et de vérifier l'étanchéité des rétentions des stockages de substances dangereuses et le cas échéant d'engager les actions correctives afin que les rétentions soient étanches et résistantes aux actions physico-chimiques des produits stockés ;
- de remplacer les canalisations de soude et d'acide alimentant les tours de purification ;
- stocker le fût de diméthylformamide directement sur le dispositif de rétention en supprimant la palette et en s'assurant que la capacité de rétention est adaptée ;
- respecter les conditions de manipulation et de stockage mentionnées dans la rubrique 7 de la fiche de données de sécurité (FDS) du diméthylformamide (n° CAS 68-12-2) notamment "Conserver le récipient bien fermé. Manipuler le produit seulement dans un système fermé. Conserver dans un endroit sec résistant au solvant" ;
- de mettre tous les bidons notamment celui avec l'étiquetage "102 467 cool ethyl 96 deature " sur rétention.

**Il transmet les résultats de ces vérifications et les actions correctives menées ou à venir à l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 5 : Capacité des rétentions associées aux produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<b>Constats :</b>  L'inspection s'interroge sur la capacité de rétentions des armoires de stockage de substances dangereuses (acide, base, huile...) par rapport à la quantité de bidons/fûts stockés le jour de la visite dans les deux armoires. De même, pour la rétention du fût de diméthylformamide qui était inaccessible le jour de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier que : <ul style="list-style-type: none"><li>• les rétentions des armoires de stockage de substances dangereuses sont suffisamment dimensionnées par rapport à la quantité maximale de produits stockés mentionnée p.29/83 du dossier de réexamen;</li><li>• la capacité du dispositif de rétention associée au fût de diméthylformamide répond aux dispositions réglementaires.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Zone de manipulation de substances dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déversement accidentel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que le dépotage de l'acide et de la soude utilisés pour les tours de purification/neutralisation est effectué sur une petite aire bétonnée avec au centre un avaloir d'eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en cas de déversement accidentel de soude ou d'acide, le liquide est orienté depuis l'avaloir vers le bassin de stockage situé à proximité. L'inspection a constaté le jour de la visite que ce bassin est rempli d'un mélange d'eau et de lait de chaux et qu'il n'est pas possible de vérifier son état. En cas de déversement accidentel, la soude ou l'acide se retrouve donc dans un même bassin.</p> <p>Le plan des réseaux du site fourni dans le dossier de réexamen ne mentionne pas la présence d'une canalisation enterrée connectée à ce bassin. Aucune consigne n'est par ailleurs présente au droit de la zone de dépotage pour indiquer la procédure à suivre en cas de déversement accidentel.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté que les zones de remplissage des bouteilles avec de l'acétone (dans l'atelier de conditionnement des bouteilles d'acétylène) ou du diméthylformamide (dans l'atelier de peinture) ne sont pas aménagées de façon à recueillir les fuites éventuelles.</p> <p>Par ailleurs, de nombreuses traces de souillures (huile) ont été constatées sur le sol au niveau des compresseurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>S'agissant de la zone de dépotage de la soude et de l'acide à l'arrière de l'atelier de fabrication d'acétylène, l'inspection demande à l'exploitant de justifier des dispositions déjà mises en œuvre pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- éviter tout mélange incompatible ;</li> <li>- s'assurer de l'étanchéité des réseaux et bassins de collecte de l'acide et de la soude ;</li> <li>- récupérer les produits en cas de fuite accidentelle.</li> </ul> <p>Si ces dispositions s'avèrent insuffisantes, l'exploitant étudie les modalités constructives ou d'organisation afin d'éviter tout mélange incompatible et toute perte de produit en dehors des réseaux ou bassin de collecte. Il informe l'inspection des installations classées des résultats de cette étude et des mesures prises ou prévues dans ce cadre. Il établit et transmet à l'inspection un plan des réseaux à jour (cf visite d'inspection de 2022).</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre des mesures correctives afin de récupérer les fuites lors de la manipulation de l'acétone et du diméthylformamide et de s'assurer que les sols sont bien étanches au droit des zones de manipulation. Dans la salle des compresseurs, des actions correctives doivent également être engagées concernant les fuites d'huile constatées le jour de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 7 :** Disponibilité des moyens de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteau incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que des tuyaux étaient branchés sur le poteau incendie situé à proximité des bassins de lait de chaux et l'atelier de fabrication d'acétylène.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de ne plus se servir du poteau incendie comme source d'eau pour l'exploitation du site afin qu'il soit opérationnel en toute circonstance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> sans délai